



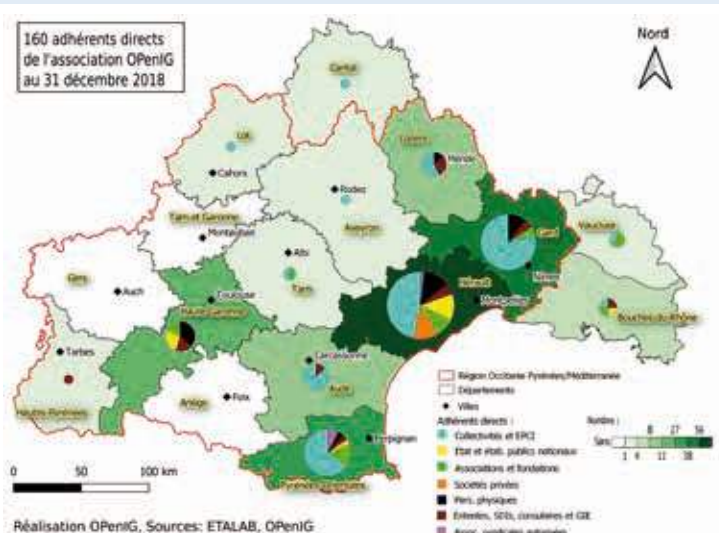
LE TEMPS DE L'OUVERTURE EN OCCITANIE

Issue de l'élargissement du territoire de compétence et de l'évolution des missions de SIG-LR, l'association OPenIG (Occitanie Pyrénées en Intelligence Géomatique) est devenue en février 2017 l'Infrastructure de Données Géographiques de l'ensemble de la Région Occitanie. Elle peut ainsi revendiquer le titre de plus ancien CRIGE de France vu que SIG-LR a été créée en 1994, dans le cadre du contrat de plan État Région de 1994-1999.

Depuis sa création, les missions de l'association ont évolué au fil des attentes et des enjeux de la société, ainsi que des réglementations et autres directives. Du groupement de commandes de bases de données « carto » auprès de l'IGN, à des productions communes d'orthophotographies ou de bases de données d'occupation du sol, l'IDG a su s'adapter aux évolutions requises par ses différents partenaires. Elle est ainsi au service de ses nombreux adhérents (services de l'État, collectivités, EPCI, institutions, associations, entreprises privées ou individuelles), soit 160 organismes recensés fin 2018.

METTRE DE L'O DANS L'IG

L'adoption de nouveaux statuts en 2017 a permis à l'association de renforcer son rôle tant dans le domaine de l'information géographique qu'en ce qui concerne l'Open Data. Anne Fromage Mariette, qui dirige OpenIG depuis mars 2017, a travaillé avec les



■ ■ ■ De même, quand la Directive INSPIRE a été promulguée, il est apparu très rapidement évident que le bon échelon pour agréger les métadonnées était celui de la région. Certains CRIGES ont alors investi dans le développement de solutions complètes permettant de répondre aux exigences de documentation et de diffusion des données géographiques concernées. Le volume de métadonnées de certaines plateformes est ainsi très conséquent, avec

plus de 1.500 enregistrements pour la majorité d'entre elles. « INSPIRE a été très impactant, nous mettant sur les rails de la standardisation et de la qualité des données, affirme Christine Archias, Directrice du CRIGE PACA. Cela a été un peu long, car le cadre reste un peu rigide, mais les principes sont désormais rentrés dans les pratiques. Et même si INSPIRE n'est plus trop la référence, ce cadre est conservé et adapté, allégé pour servir à l'Open Data ». Ce savoir-faire et ces

méthodes permettent ainsi d'apporter de la structuration dans les dispositifs « libres et ouverts » dont la tendance néglige parfois la partie documentaire au bénéfice d'une publication simple et rapide.

Avec la fusion des régions, la progression de l'Open Data, le développement de la très grande échelle ou encore des besoins en télédétection ont créé des volumes de données à documenter, stocker, archiver, diffuser augmente de



partenaires pour élaborer un projet associatif qui a été présenté en mars 2019. L'Axe 2 de ce projet est de « gérer une infrastructure de données géographiques ouverte et optimisée, en bonne intelligence avec les outils déjà existants ou préfigurés ». Heureuse coïncidence, en avril 2019, la Région a dévoilé le projet Occitanie Data (photo), dont l'ambition est de créer un guichet unique de services autour de la donnée en Occitanie.

Les acteurs d'Occitanie ont ainsi décidé de s'associer et de créer leur propre Infrastructure de données et de services numériques. Quelques-uns des plus gros producteurs régionaux (Agropolis International, Orange, Airbus, le CNES, Enedis, IGN, Météo France, la Région Occitanie, Toulouse Métropole) figurent parmi les 17 membres fondateurs de l'association. Tous se sont engagés à partager leurs données. Le moteur de recherche français Qwant, partenaire du projet, veut même implanter un data center à Toulouse ou Montpellier : une annonce qui confirme l'attractivité de la région dans l'économie des données ! Bertrand Monthubert, le conseiller régional qui préside aux destinées de ce projet, a précisé l'objectif de « développer une économie de la donnée éthique et souveraine... ». Le fait que ce mathématicien très investi dans l'Enseignement et la Recherche soit également le président d'OpenIG est de bon augure pour l'avenir de ces deux organisations.

Alors qu'Occitanie Data commence ses travaux de préfiguration, OpenIG travaille actuellement à la refonte de son infrastructure technique pour le 1er semestre 2020. Elle proposera un nouveau site Web, un espace collaboratif ou encore des labs pour développer des services. « Il faut notamment simplifier les interfaces, que nos adhérents se loggent une fois et puissent trouver les informations utiles, où qu'elles soient. Open IG ambitionne logiquement d'être la brique Géo de la future Infrastructure de Données et de Services d'Occitanie ». affirme Anne Fromage Mariette. ■

- openig.org
- occitaniedata.fr

[illegible]

manière quasi exponentielle. Pour les plates-formes régionales, cela signifie de nombreux questionnements sur la sécurité des données, la robustesse et la pérennité des solutions techniques de stockage mises en place. « Heureusement, nous avons la chance que les solutions évoluent et que les coûts des infrastructures de stockage et diffusion diminuent régulièrement, ce qui nous permet de maintenir un niveau de service adapté à notre cible géomatique, précise Christine Archias. Mais il est vrai que les logiques de massification et les besoins temps réel apportés par l'Open Data vont poser des problèmes différents à ces infrastructures ». Celles-ci vont donc devoir s'adapter pour répondre à des exigences nouvelles.

GOUVERNANCE, FINANCEMENT

Pour ces organisations dont le périmètre d'action s'est élargi et qui doivent répondre à des besoins techniques complexifiés, l'enjeu consiste à rassembler des communautés parfois très éloignées géographiquement, voire culturellement. Elles doivent augmenter leur effectif afin d'assurer une animation pertinente sur des territoires plus étendus et plus complexes à appréhender. « L'histoire a fait que SIG LR s'est bien développée sauf en Midi-Pyrénées où les expériences n'ont a priori pas été assez concluantes, témoigne Anne Fromage Mariette, Directrice d'OPenIG en Occitanie. Notre challenge consiste

à nous étendre vers cet Ouest de la région, qui ne représente aujourd'hui que 15% de nos adhérents ».

Un tel objectif tient (presque) de la survie. La baisse des dotations de l'État, voire son retrait de la gouvernance de certaines plates-formes, impacte fortement les budgets. Les CRIGEs doivent redoubler de créativité et trouver des modèles économiques plus efficaces et pérennes. Il leur faut associer de nouveaux acteurs en particulier privés, trouver de nouveaux modes de financement (adhésions différenciées, systèmes d'abonnements, cofinancements par action, etc.) et développer de nouveaux services.

C'est ainsi que forts de leur ancrage dans les milieux professionnels, utilisateurs et spécialistes de la géomatique, les CRIGEs cherchent maintenant à offrir des services au grand public et à développer des outils plus accessibles aux citoyens. Par exemple, le CRIGE Normandie a développé une application intitulée « Je mange local dans mon établissement » afin de favoriser la consommation de produits locaux dans les établissements scolaires. Disponible sur ArcGIS Online, elle permet la mise en relation entre établissements et fournisseurs souhaitant alimenter la restauration scolaire. À travers ce type d'application, les plates-formes sont à même de valoriser leur patrimoine de données et aller à la rencontre de nouveaux publics.

Ci-dessus
Exemple d'une application orientée « grand public ». Développée par le CRIGE Normandie, elle permet de savoir si les produits locaux sont servis dans une cantine scolaire. Les producteurs intéressés peuvent aussi contacter les établissements.

DIX ANNÉES DE MUTUALISATION

C'est lors des 4e Rencontres des Dynamiques Régionales organisées par l'Afigéo en juin 2009 à Lille que l'idée a germé de créer un réseau pour échanger et mutualiser les expériences des différentes IDG régionales françaises. L'intérêt d'un tel réseau est de pouvoir mieux partager les pratiques, méthodes et outils. La mise en œuvre de projets communs et de porter un message cohérent favorise aussi le développement de l'information géographique au niveau national. Les Rencontres sont devenues les GéoDataDays et lors de l'édition 2019 organisée à Arras, les animateurs et contributeurs du réseau ont témoigné de leurs expériences et présenté leurs réalisations.

Aujourd'hui, le Réseau des CRIGES compte 18 régions, 43 personnes, des représentants de l'État et des collectivités locales. Coordonné par le pôle « Usages Utilisateurs » de l'Afigéo, il pilote des actions communes et permet de mutualiser des ressources. Il s'organise autour de réunions téléphoniques mensuelles et de réunions physiques bisannuelles. Un site Intranet, réservé à toutes les personnes qui travaillent à l'échelle régionale, permet de favoriser les échanges d'information et de bonnes pratiques. Pour Christine Archias : « Même si les modalités de mise en œuvre sont parfois différentes, nous avons tous des projets assez similaires, ce qui permet d'avoir une communauté de points de vue et nous positionner pour faire valoir l'intérêt des régions dans les débats actuels ».

Dix ans après, le Réseau affiche un bilan très positif. Des thèmes tels que « Les structures juridiques et la gouvernance des plates-formes », « L'interopérabilité des plates-formes Web », « L'analyse coûts-bénéfices d'INSPIRE » ou « La mise à disposition des données du RGE » ont été abordés avec des acteurs-clés du secteur (MIG, IGN, BRGM, CERTU, GEOSUD, etc.). Interlocuteur privilégié des instances institutionnelles, le Réseau des CRIGES reflète la volonté des plates-formes régionales de mieux se connaître travailler ensemble en poursuivant les échanges d'expériences et de bonnes pratiques.

■ Michel Bernard



Vidéo
Les 10 ans du
réseau CRIGES.